

BARRICADE

CULTURE D'ALTERNATIVES

Présente

LES MONNAIES LOCALES

COMME OUTIL DE RÉSILIENCE TERRITORIALE

par

.....
CAMILLE MEYER • 2012

POUR RÉPONDRE AUX DÉFIS MAJEURS AUXQUELS NOS SOCIÉTÉS SONT CONFRONTÉES, CERTAINS GROUPES SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES ONT DÉCIDÉ DE CRÉER LEUR PROPRE MONNAIE. LOIN D'UNE CONCEPTION TRADITIONNELLE DE LA MONNAIE BASÉE SUR LES PRINCIPES DE SOUVERAINETÉ (ÉTAT) OU DE LUCRE (BANQUES), LES MONNAIES DITES *LOCALES* REVÊTENT DE MULTIPLES FORMES VARIANT SELON LES COLLECTIFS QUI LES CONSTRUISENT ET LES OBJECTIFS QUI LEUR SONT ASSIGNÉS. AINSI, ELLES PEUVENT SERVIR À DYNAMISER UN TERRITOIRE, RELOCALISER UNE ÉCONOMIE, RENFORCER LES LIENS SOCIAUX OU FAVORISER DES INNOVATIONS ÉCOLOGIQUES. BREF, CE SONT DES OUTILS POUR FABRIQUER DE LA RÉSILIENCE.

PHÉNOMÈNE RELATIVEMENT PEU CONNU mais néanmoins en pleine expansion, les monnaies locales constituent des systèmes de paiement ayant cours au sein d'un espace géographique ou communautaire défini. En servant d'unité de mesure acceptée par les parties de l'échange (acheteur & vendeur), elles ont généralement trois objectifs: (re)localiser les échanges à l'intérieur de l'espace considéré, les dynamiser via des techniques innovantes et en transformer la nature (en sortant par exemple de la pure logique marchande)¹. Ces monnaies ne s'opposent pas à l'euro ni à aucune devise nationale: elles sont complémentaires à celles-ci. Ainsi, elles pallient certains problèmes tels que la rareté monétaire, la marchandisation des liens sociaux ou encore la non prise en compte des externalités négatives et positives des

.....
1 Jérôme BLANC, «Introduction générale. Les monnaies sociales: un outil et ses limites», in *Exclusion et liens financiers. Les monnaies sociales*, Economica, Paris, 2006.

activités économiques². En atteignant des espaces sociaux, économiques et géographiques non desservis par la monnaie nationale, elles constituent de nouvelles ressources pour les acteurs concernés.

Les monnaies locales émergent souvent en périodes de crises économiques³. Elles constituent en effet un outil alternatif pour répondre à des besoins toujours présents mais non-satisfaits par la monnaie nationale. Elles permettent donc aux groupes sociaux et économiques qui les utilisent de mieux résister aux chocs liés à la conjoncture nationale et internationale. Cette capacité de résilience⁴ est essentiellement due à leur caractère local et leur implantation territoriale. En effet, en dynamisant les échanges locaux, les collectifs utilisant les monnaies locales se renforcent mutuellement. Au vu des actuelles formes d'exclusion sociale et de dégradations environnementales, ces nouveaux échanges facilitent également la transition souhaitable vers une économie plus sociale et écologique.

VERS UNE (RE)DYNAMISATION TERRITORIALE : LE CHIEMGAUER & L'ÉPI LORRAIN

Le monopole monétaire étatique est un phénomène somme toute assez récent. Le système monétaire de l'Ancien régime (xvi^e - xviii^e siècle), par exemple, était constitué de deux formes de monnaies : les « grosses monnaies », principalement en or ou en argent –valables pour les échanges lointains–, et différentes « petites monnaies » régionales fabriquées en métaux pauvres et destinées aux échanges locaux⁵. Cette notion d'affectation de la monnaie à un rôle spécifique est aussi inhérente aux monnaies complémentaires. Ainsi, les monnaies locales allemandes *Regiogeld* remplissent aujourd'hui le même rôle que ces « petites monnaies » qui n'avaient cours que dans un espace local délimité. Apparues au début des années 2000, on en compte aujourd'hui plus de 73 sur l'ensemble du territoire germanique, inspirées de la monnaie pionnière, le *Chiemgauer*. Ces *Regio* sont des monnaies sans but lucratif qui visent à dynamiser les activités économiques et sociales des PME et des associations dans l'optique d'un développement régional durable. Elles encouragent le renforcement de l'économie locale et la réduction du transport des marchandises grâce à une diminution des circuits d'échanges et à une responsabilisation des consommations. En tissant des liens de coopération entre les différents acteurs

.....
2 Les externalités, qui peuvent être positives ou négatives, sont considérées comme les effets non-intentionnels d'un agent économique sur un autre agent économique.

3 Lire à ce sujet l'article de Thaddée DUBOIS, « Quand les citoyens battent monnaie. Introduction aux monnaies sociales », *Barricade*, 2011. Disponible sur www.barricade.be

4 Par résilience, nous entendons la capacité d'un système social à faire face à des chocs externes, sans subir de bouleversement affectant la survie de ce système. Pour plus d'informations, lire l'article de Pablo SERVIGNE, « La résilience. Un concept-clé des initiatives de transition », *Barricade*, 2011. Disponible sur www.barricade.be

5 Bernard LIETAER, « Des monnaies pour les communautés et les régions biogéographiques : un outil décisif pour la redynamisation régionale au XXI^e siècle », in Jérôme BLANC, *Exclusion et liens financiers. Les monnaies sociales, op. cit.*

économiques, elles contribuent implicitement à la construction d'une résilience locale et soutiennent financièrement les associations et les organisations sans but lucratif.

Ces monnaies sont basées sur la théorie de la « monnaie franche » (Freigeld) élaborée par Silvio Gesell. Pour cet économiste hétérodoxe, il est possible de stimuler la circulation monétaire grâce à la mise en place d'une taxe sur la conservation de la monnaie, appelé le *démurrage*. Défini comme la réduction de la valeur intrinsèque de la monnaie au cours du temps, ce système impose un taux d'intérêt négatif si la monnaie n'est pas utilisée. C'est précisément cette fonte monétaire qui permet de dynamiser l'utilisation de la monnaie et de lutter contre la rétention.

On estime que l'ensemble des monnaies Regio en circulation atteignent une valeur totale située entre 700 000 et 800 000 euros. Toutefois, la grande majorité de ce montant est à attribuer à la monnaie bavaroise Chiemgauer. Modèle des monnaies Regios, le Chiemgauer fut lancé dans une école, près du lac Chiemsee – d'où la monnaie tire son nom –, par le professeur Christian Gelleri et six de ses élèves. Son but initial était de récolter des fonds pour la construction d'un gymnase. Le Chiemgauer est une monnaie convertible à parité avec la monnaie unique européenne: on l'acquiert en échangeant ses euros. Lors de cette transaction, 3 % du montant total échangé va à l'organisation à but non lucratif de son choix. La monnaie est fondante: elle perd 2 % de sa valeur par trimestre, ce qui constitue un démurrage annuel de 8 %. Cette taxe garantit une circulation élevée de la monnaie, trois fois supérieure à celle de l'euro. Les entreprises qui acceptent les Chiemgauer peuvent les échanger contre des euros, moyennant une taxe de 5 %. Ce taux relativement élevé tend à inciter les commerçants à payer leurs fournisseurs en monnaie locale. La différence entre la prime de 3 % donnée aux associations et les 5 % payés par les entreprises contribue à financer les frais de la centrale d'émission; tout comme (dans une moindre mesure) le démurrage.

Complément à l'euro et n'ambitionnant pas de s'y substituer, la monnaie Chiemgauer vise au contraire à maintenir localement la richesse créée dans la région. L'acceptation de la monnaie permet aux commerçants d'augmenter leur clientèle et par la même occasion leur chiffre d'affaires. Près de 537 000 Chiemgauer circulent actuellement, générant un volume de transaction d'environ 4 000 000 d'euros. En 2009, 1 800 consommateurs, 229 associations et 615 commerces/entreprises participaient au système. Et depuis 2006, pas moins de 187 000 Chiemgauer ont été donnés aux associations! Ce projet, qui a démarré de manière fort modeste, commence peu à peu à s'institutionnaliser: depuis janvier 2010, la structure accorde des microcrédits aux entreprises et aux associations locales. Elle devient clairement un organisme de finances solidaires soutenant le développement territorial.

Cette diffusion des monnaies locales fait des émules en Belgique. Ainsi, la petite commune de Meix-devant-Virton vient-elle d'expérimenter sa propre monnaie locale: l'*Épi lorrain*. Un groupe local – constitué principalement de pensionnés et aidé par le *Réseau Financement Alternatif* – est à l'origine de cette

réappropriation citoyenne de l'économie. Avec comme objectif de stimuler la solidarité et les achats locaux dans les PME et les commerces de proximité, l'Épi lorrain émerge dans un contexte relativement favorable. La communauté villageoise de Meix-devant-Virton s'était en effet déjà mobilisée au cours des années précédentes pour garder la seule épicerie du village, l'*Épicentre* (d'où la monnaie tire son nom). Face à une fermeture annoncée, les habitants se sont mobilisés pour former une coopérative et ainsi garder l'un des rares commerces de proximité. Mais aujourd'hui l'épicerie fonctionne grâce au travail bénévole. Selon Françoise Urbain, « leader » du projet s'il en est, la création d'une monnaie locale permettrait d'augmenter le chiffre d'affaire de l'*Épicentre* et ainsi de créer un emploi à mi-temps.

La monnaie s'insère dans les réseaux d'économie sociale et solidaire présents sur le territoire des communes suivantes : Sommethonne, Gérouville, Orgéo, Watrinsart, Chiny, Meix-devant-Virton & Virton. Le réseau des commerces acceptant la monnaie est principalement constitué d'entreprises de production alimentaire et reprend les structures déjà existantes de groupements d'achats en commun (GAC). Les GAC constituent en effet les premiers groupes à s'être impliqués. Toutefois, la volonté est forte de s'ouvrir à des produits plus diversifiés, comme par exemple ceux proposés par une coopérative de menuiserie. Plusieurs PME se sont vues proposer de prendre part au système, et si elles adhèrent au principe, elles ont quelques doutes sur la mise en pratique. Il est bien trop tôt pour réaliser une évaluation de ce projet qui en est à ses balbutiements, mais l'appropriation des mécanismes de création monétaire et des enjeux de développement économique régional par les adhérents au système constitue déjà en soi un beau résultat. De plus, le renforcement de l'économie de proximité est salutaire pour le territoire, car sans incitants économiques, la désertion des commerces ruraux porterait un coup fatal à la région.

VERS UNE SORTIE DE CRISE PAR LA RELOCALISATION ÉCONOMIQUE : LE *WIR* & LE *RES*

Dans des contextes de ralentissement des activités économiques et de tarissement des lignes de crédits, plusieurs coopératives d'entreprises ont forgé de nouveaux outils monétaires pour faciliter leurs échanges et transactions commerciales. Utilisant une unité de compte interne comme valeur d'échange, ces systèmes permettent aux petites et moyennes entreprises (PME) de « troquer » leurs marchandises et leurs services. L'avantage d'une telle configuration réside dans le fait que ces acteurs économiques peuvent effectuer des transactions commerciales sans avoir recours à la monnaie nationale. Ils gardent donc la devise officielle pour les échanges à longue distance et utilisent la monnaie locale pour les échanges de proximité. Basée sur le crédit mutuel, cette architecture monétaire renforce les liens et consolide les tissus entrepreneuriaux locaux. Ces monnaies sont parfaitement légales et font l'objet d'une fiscalité adaptée aux échanges marchands qu'elles stimulent.

La coopérative *WIR* est pionnière en la matière. Son nom s'inspirant à la fois de la réduction de *Wirtschaft Ring* (cercle économique) et du pronom

Wir (nous), cette organisation qui relève de l'économie sociale s'est formée en Suisse germanophone en 1934. Après la crise de 1929, les lignes de crédits des banques commerciales ont fortement diminué. Les entreprises se sont donc trouvées sans liquidités pour acheter les produits de leurs partenaires commerciaux. Ainsi, certaines entreprises se sont associées dans le but de troquer leurs produits et, pour ce faire, elles ont créé une unité monétaire complémentaire et valable uniquement au sein du groupe. En parité avec le franc suisse, la monnaie WIR a cours dans ce circuit fermé inter-entreprises et incite les membres à sélectionner en priorité des fournisseurs membres du réseau. Le WIR s'acquiert principalement par l'échange direct des marchandises et des services, mais aussi par des emprunts à taux préférentiel, et plus modestement par conversion des francs suisses. Cette coopérative s'est fortement institutionnalisée au cours de ses 75 années d'existence et constitue aujourd'hui une société coopérative commerciale bien ancrée dans le marché helvétique⁶. Le succès d'une telle initiative est réel puisqu'on dénombre 60 000 petites et moyennes entreprises (PME) adhérentes au système!

Ce système d'échange réciproque a de forts effets stabilisateurs sur l'économie suisse⁷. En augmentant la quantité de crédit pour les entreprises, ces dernières ne dépendent plus exclusivement de la politique monétaire nationale, mais disposent d'une comptabilité complémentaire amortissant les chocs éventuels. Le mécanisme peut être expliqué de la manière suivante: quand les ressources en monnaie nationale diminuent, les PME utilisent davantage le WIR, ce qui fait que les pertes en francs suisses sont en partie compensées par l'augmentation des échanges en WIR.

Le spécialiste belge des systèmes monétaires Bernard Lietaer vante les impacts bénéfiques d'un tel système. Les entreprises ont en effet intérêt à coopérer entre elles afin de trouver ensemble une réponse à leurs problèmes de liquidité. Cette coopération peut se manifester sous la forme d'un système de crédit entre entreprises, remplaçant les prêts bancaires quand ceux-ci sont refusés: «Quand l'entreprise A achète quelque chose de [l'entreprise] B, A reçoit un débit et B le crédit correspondant. Ils créent ainsi leur propre monnaie, dont la valeur est identique à la monnaie nationale, mais avec la caractéristique intéressante de ne pas avoir d'intérêts associés. Une dette dans cette monnaie doit être remboursée par des ventes à un participant du système dans cette même monnaie⁸».

Un tel système coopératif existe également en Belgique. En 1995, Wather Smets, un commerçant de Leuven, eut l'idée de créer un cercle d'entraide entre PME pour palier la difficulté d'accès au crédit malgré un bon carnet

6 Bernard LIETAER & Margrit KENNEDY, *Monnaies régionales. De nouvelles voies vers une prospérité durable*, Éditions Charles Léopold Mayer, Paris, 2008.

7 Wojtek KALINOWSKI, *Pluralité monétaire et stabilité économique: l'expérience suisse*, Institut Veblen, Paris, 2011. Disponible sur www.veblen-institute.org/Pluralite-monetaire-et-stabilite?lang=fr

8 Bernard LIETAER, «Crise financière: que peuvent faire les entreprises maintenant?» Disponible sur www.lietaer.com/images/B2B_pour_entreprises_6p_Francais.pdf

de commande. Dénommé *Euro-Res*, ce système fonctionne comme le WIR, mais a vu le jour sans que son créateur ait eu préalablement connaissance de l'expérience helvétique. En 2010, cette monnaie électronique RES a rallié près de 5 000 entreprises et 70 000 particuliers.

RENFORCER LES LIENS SOCIAUX : LES SEL

D'autres monnaies locales sont apparues en période de crise: les SEL francophones (Système d'Échanges Locaux) et LETS anglosaxons (*Local Exchange Trading System*). En réponse au déclin des activités économiques en Colombie britannique, dans l'Ouest canadien, et à la crise sociale en découlant, Michael Linton constata que l'émergence d'une nouvelle pauvreté ne résultait pas de la réduction de la quantité de biens et de services disponibles, mais bien de la diminution de la monnaie disponible localement. Partant de l'idée de substituer le moyen permettant d'accéder à ces biens et services (et de les échanger), il inventa la monnaie LETS comme un moyen de diminuer collectivement l'impact de la crise. Pratiquement, le LETS/SEL est une monnaie multilatérale dans laquelle s'opère un crédit mutuel gratuit entre ses membres. Ceux-ci s'échangent des biens et services mesurés selon une unité de compte interne –généralement une heure de temps– et comptabilisés dans la structure centrale. La monnaie est créée lors de l'échange: la personne qui offre se voit créditée de tant d'unités tandis que celle qui reçoit sera débitée de la même somme. Dans le cadre d'une structure associative, les échanges ont une dimension sociale très forte et sont basés sur la réciprocité.

Ainsi, c'est le lien social qui est avant tout mis en avant pour sortir l'échange du lien strictement marchand. La taille des organisations qui mettent en œuvre les LETS/SEL est en général assez restreinte. Le système permet d'apporter des revenus complémentaires à ses membres et ainsi d'augmenter leur pouvoir d'achat. Promouvant l'auto-assistance et l'inclusion économique, la confiance a un rôle déterminant dans l'échange: c'est parce que les participants ont confiance entre eux que le crédit est mutuel, gratuit et immédiat. De tels systèmes doivent toutefois offrir une gamme de services suffisamment diversifiés pour rester attractifs et répondre aux besoins internes. D'un point de vue sociologique, le public belge des SEL est en général féminin et se situe dans la tranche d'âge 30 à 50 ans. Porteurs d'une vision politique de gauche, les adhérents ont en général un très bon niveau d'éducation, pour la plupart universitaires. Ce public ne représente pas une population exclue ni financièrement, ni socialement. Ils participent aux SEL davantage pour raisons politiques et sociales que financières⁹.

.....
 9 Marion LEBOEUF, *Les monnaies sociales, outil pour un développement durable ? Le cas des systèmes d'échange local (SEL)*, mémoire de master en sciences économiques, Université libre de Bruxelles, Bruxelles, 2011.

DES INNOVATIONS POUR L'ENVIRONNEMENT : LE SOL & LE NU-SPAARPAS

Outre l'amélioration des conditions économiques et sociales des participants, les monnaies locales proposent une transformation du paradigme économique dans son ensemble. L'une des critiques les plus communément formulées envers l'utilisation du produit intérieur brut (PIB) comme premier indicateur de création de richesses est qu'il inclue des facteurs nuisibles à l'ensemble du corps social, tels que la fabrication d'armes et de cigarettes, ou encore les accidents automobiles¹⁰. Le PIB est donc inadapté pour calculer d'autres échanges sociaux ou économiques qui créent de la richesse, comme par exemple le bénévolat ou les systèmes entraide familiale. De plus, il ne saurait prendre en compte les externalités positives et négatives de nombreux comportements humains et activités économiques. C'est pour palier ces carences que la monnaie française SOL a été créée. Émanant d'un groupe de travail réunissant différents acteurs de l'économie sociale, cette monnaie défend un projet de société résolument axé vers des valeurs éthiques et écologiques. Opérationnel depuis 2007 et expérimenté dans cinq régions françaises, le projet SOL entend « replacer l'économie au rang de moyen et non de fin¹¹ » en valorisant des comportements ayant des impacts sociétaux positifs, souvent négligés par les mécanismes traditionnels de marché. Sous forme de monnaie électronique, le SOL se décline en trois modes :

- i. Le SOL « coopération » incite à l'achat de produits issus du commerce équitable, de l'agriculture biologique, et de tout autre produit résultant d'une coopération entre travailleur et consommateur, dans les structures de l'économie sociale. Donnés comme récompense lors de l'achat (comme les cartes de fidélité traditionnelles), ces SOL peuvent être dépensés dans les magasins du réseau ;
- ii. Le SOL « engagement » est acquis en échange de temps consacré à des activités d'utilité collective (association, aide aux personnes...). Récompensant l'activité bénévole, considérée comme contribuant au bien être social, ce SOL permet de valoriser une création de richesse traditionnellement exclue du système monétaire. Ces SOL donnent droit à des réductions dans les structures de l'économie sociale et dans certains services publics ;
- iii. Enfin, le SOL « affecté » est distribué par les collectivités territoriales dans le cadre de certaines politiques sociales.

Ainsi, en accordant la primauté au bien-être social et au respect de l'environnement, le système SOL cherche à réformer en profondeur les comportements et la perception de la richesse d'une société. Financée à hauteur de 80% par des fonds publics (Union européenne et collectivités

10 Patrick VIVERET, *Reconsidérer la richesse*, La documentation française, Paris, 2002.

11 Celina WHITAKER & Pascale DELILLE, « Le projet SOL : pour retrouver le sens des valeurs », in Jérôme BLANC, *Exclusion et liens financiers. Les monnaies sociales*, op. cit.

territoriales), la monnaie a rencontré de sérieuses difficultés lors de l'arrêt des subventions. Cette difficulté fut renforcée par la complexité de l'architecture monétaire – manque de perméabilité et d'équivalence entre les trois types de SOL, recours à un système électronique centralisé – dont les coûts de gestion étaient très élevés. Vu les moyens mobilisés (1 800 000 euros), on aurait espéré davantage de participants, puisqu'on dénombre seulement 80 entreprises et 1 700 individus sur l'ensemble du territoire hexagonal. Malgré ces écueils, la monnaie continue d'essaimer: en mai 2011, le *SOL violette* a fait son apparition dans la ville de Toulouse.

Une expérience similaire a été développée dans la ville de Rotterdam de mai 2002 à octobre 2003. Dénommée *NU-Spaarpas*, la monnaie batave avait pour objectif d'inciter à adopter des comportements et une consommation responsables et durables. Comptabilisés sur carte électronique, les points NU étaient accordés lors de l'achat, dans les magasins participants, d'un produit répondant à des critères sociaux et environnementaux élevés (produits issus du commerce équitable, de l'agriculture biologique, de seconde main...), mais pas uniquement, car des produits moins écologiques rapportaient aussi des points – quoique en nombre inférieur. Les détenteurs de la carte pouvaient également obtenir des points lorsqu'ils triaient leurs déchets et déposaient des biens dans les points d'échange de seconde main. Le système s'adressait d'abord aux consommateurs sensibles aux questions environnementales mais faisant peu d'efforts dans cette direction. En leur accordant une récompense pour des comportements dits durables, les organisateurs espéraient à terme opérer un changement de mentalité. En somme, il s'agissait d'une approche positive et incitative plutôt que restrictive; la durabilité étant engagée sur deux fronts: lors de l'acquisition des points et lors de leur dépense. En outre, la carte NU représentait un outil marketing pour les PME «durables» qui ainsi attiraient et conservaient de nouveaux clients, remplissant de fait un des objectifs complémentaires qui était de renforcer la compétitivité des PME.

Pourtant, ce projet monétaire expérimental n'a pas été reconduit à la suite de la période d'essai de dix-huit mois. Les coûts d'un tel dispositif sont élevés en raison de la complexité des installations et de la haute ingénierie afférente. Aussi, tous les partenaires financiers se sont-ils retirés après la période d'essai, hormis la municipalité. Il est toutefois possible de tirer certains enseignements d'une telle expérience. Tout comme le SOL, le *NU-Spaarpas* constitue un outil novateur pour orienter les modes de consommations vers davantage de durabilité, de respect de l'environnement et de soutien au travail décent. Ces monnaies créent une nouvelle dynamique de vie en société permettant notamment de répondre à certains problèmes communaux comme le tri des déchets ou l'exclusion sociale. Pourtant, la forte dépendance financière aux institutions publiques est un frein réel à la poursuite des activités; ces dispositifs onéreux ne sont qu'en infime partie assumés par le secteur privé, et aucunement par les utilisateurs. De fait, en l'état actuel, ces systèmes monétaires constituent des initiatives intéressantes mais nécessiteraient, si on désire les voir se développer et se pérenniser, des réformes de fond tant en termes de financement que d'appropriation par les usagers.

UN POTENTIEL À UTILISER

Les dynamiques de monnaies locales peuvent donc contribuer à faire évoluer progressivement le modèle économique, en y incluant davantage de liens coopératifs entre les citoyens, les entreprises et les pouvoirs publics. Les monnaies ayant le mieux fonctionné jusqu'à présent sont celles issues de la société civile. Lorsque des monnaies locales sont créées par des coopératives d'entreprises ou par des associations, ces structures facilitent l'intégration d'autres personnes physiques et morales au système, et impulsent une dynamique qui contribue à l'autonomie de gestion, financière et administrative du projet.

Ces monnaies sont donc davantage « durables » que celles des pouvoirs publics. Leur potentiel en termes de résilience territoriale est réel puisque ces monnaies facilitent la mise en place de réseaux locaux tout en permettant de répondre partiellement aux besoins de leurs membres. Ainsi, en renforçant la coopération, ces monnaies sont également un outil permettant de redynamiser les territoires en situation d'exclusion et de dépréciation économique. Au-delà de l'outil de réappropriation de l'économie qu'elles constituent, elles recèlent surtout un important potentiel comme instrument de transition et de résilience locale.

CAMILLE MEYER, novembre 2012

Barricade se définit comme un espace public, un lieu dédié à la confrontation des idées, et comme une plate-forme permettant la rencontre des différents mondes militants, du secteur de l'éducation permanente au milieu syndical en passant par le monde académique ou le secteur de l'économie sociale. Lieu d'émancipation collective et de création d'alternatives, l'asbl Barricade s'est développée depuis 1996 dans le quartier Pierreuse à Liège via diverses expérimentations culturelles, sociales et économiques. Sa librairie « Entre-Temps », à la fois militante et généraliste, est emblématique du projet. A l'intersection du secteur de l'économie sociale et de l'éducation permanente, elle revendique un fonctionnement autogestionnaire et une finalité culturelle et sociale plutôt que le profit.

Toutes les analyses sur :

www.barricade.be

POUR ALLER PLUS LOIN

LECTURES

Jérôme BLANC, *Les monnaies parallèles. Unités et diversités du fait monétaire*, Paris, L'Harmattan, 2000.

Jérôme BLANC, *Exclusion et liens financiers. Monnaies sociales: rapport 2005-2006*, Paris, Economica, 2006.

Bernard LIETAER & Margrit KENNEDY, *Monnaies régionales. De nouvelles voies vers une prospérité durable*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 2008.

SITES WEB

monnaie-locale-complementaire.net

www.monnaiesendebat.org

www.i-r-e.org/rubrique18.html

ASSOCIATIONS À CONTACTER EN BELGIQUE (ET AILLEURS)

Il existe un très grand nombre de SEL en Belgique. Le *Réseau des Consommateurs Responsables* en a recensés la majorité sur son site internet: www.asblrcr.be

MONNAIE RES (BELGIQUE) — www.res.be

MONNAIE SOL (FRANCE) — www.sol-reseau.org

MONNAIE CHIEMGAUER (ALLEMAGNE) — www.chiemgauer.info

MONNAIE WIR (SUISSE) — tiny.cc/72vdow

MONNAIE NU-SPAARPAS (PAYS-BAS) — qoin.org/nu-spaarpas-now-incentive-card-2